



La Coordination Française
pour le Lobby Européen des Femmes

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2017

Assemblée générale : 7 avril 2018



La CLEF a un rôle de tête de réseau

La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes a été créée en 1991. C'est une coordination nationale qui réunit 60 associations féministes qui interviennent dans tous les domaines de la société, au regard des droits des femmes. Elle porte les valeurs de laïcité, justice sociale, égalité femmes-hommes, solidarité, les combats pour l'indépendance économique des femmes, la parité, la lutte contre les violences faites aux femmes –quelles qu'elles soient- les droits sexuels et reproductifs et l'éducation à l'égalité...

Elle œuvre pour la reconnaissance et la mise en acte de l'égalité des femmes et des hommes afin de construire ensemble une société responsable et solidaire.

Elle prend en compte, tant au plan de l'expertise que de l'action, tous les thèmes et enjeux qui concernent les femmes.

La CLEF poursuit le développement de ses activités prioritairement dans une perspective européenne et internationale. Elle soutient les actions en faveur des droits des européennes et de l'égalité menées par le LEF. Elle s'inscrit dans un mouvement de solidarité avec les femmes du monde entier et en particulier celles des zones de l'Euro Méditerranée et de la Francophonie. La CLEF souhaite, par son engagement quotidien, être solidaire de leurs luttes.

Enfin, la CLEF s'engage, par un plaidoyer constant en faveur des femmes et des filles, à concrétiser les cibles de l'objectif n°5 des Objectifs de développement durable : « l'égalité entre les sexes ».



Agenda 2017

Réunions statutaires

Conseil d'administration :

Le 27 janvier 2017
Le 29 mai 2017
Le 2 octobre 2017
Le 4 décembre 2017

Bureau :

Le 16 janvier 2017
Le 29 mai 2017
Le 2 octobre 2017
Le 6 novembre 2017
Le 4 décembre 2017

Réunion responsables des commissions : Jeudi 14 septembre 2017



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Le conseil d'administration de la CLEF du 21 mai 2016

Membres du Bureau

Françoise MORVAN, *Assemblée des femmes Paris-Ile de France*, **Présidente**

Marie Gabrielle CAMPANA DOUBLET, *Soroptimist International – Union française*, **Secrétaire générale**

Annie -Laurence GODEFROY, *Fédération GAMS*, **Secrétaire générale adjointe**

Laure CAILLE, *Libres MarianneS*, **Trésorière**

Gwendoline LEFEBVRE, *Femmes solidaires*, **Déleguée au LEF**

Claudine MONTEIL, *Femmes -Monde*, **Déleguée Suppléante au LEF**

Autres membres du Conseil d'Administration :

Monique HALPERN, *Association pour le Développement des Initiatives Economiques par les Femmes - ADIEF*

Isabelle TRIMAILLE, *Association Française des Femmes Diplômées des Universités - AFFDU*

Marie-Noëlle BAS, *Chiennes de garde*

Armelle DANET, *Elles aussi*

Moïra SAUVAGE, *Excision parlons-en !*

Gisèle BOURQUIN, *Femmes au-delà des mers*

Martine LEVY, *Forum Femmes Méditerranée- FFM*

Marlène MAESTRE, *Mouvement Jeunes Femmes - MJF*

Michèle DUBOUCHET, *PARITÉ*

Huguette KLEIN, *Réussir l'égalité femmes - hommes*

Lalia DUCOS, *Initiative de Femmes pour la Citoyenneté et les Droits universels IFCDU - WICUR*

Présidente d'honneur : Bernice DUBOIS, *CEFW – Conseil Européen des Fédérations WIZO*

Les nouvelles associations adhérentes en 2017 – 2018

- **Collectif Actions Solidaires**
- **Comité de la Jupe**
- **Les Dorine**
- **EACP – Equipes d'Action Contre le Proxénétisme**
- **FAIGA – Les Iles Wallis et Futuna**
- **Femmes du Monde et Réciproquement**
- **Parité Assurance**
- **UNISAVIE**

PARITÉ
ASSURANCE
Des clés pour
l'avenir des femmes

Comité de la Jupe

EACP
Equipes d'Action
Contre le Proxénétisme
Association loi 1901 reconnue d'utilité publique

Collectif
**Actions
Solidaires**





I- Visibilité de la CLEF

15 communiqués de presse :

- Hommage à Simone de Beauvoir, née le 9 janvier 1908, l'engagement féministe d'une œuvre et d'une vie – 09/01
- WOMEN'S MARCH ON PARIS - 17/01
- Délit d'entrave numérique à l'IVG : l'accès au droit des femmes – 17/02
- La journée internationale des droits des femmes, une journée de lutte ! – 08/03
- JO Paris 2024 : et les valeurs olympiques ?/ LDIF & CLEF – 04/04
- Enfin une nette avancée à l'Assemblée nationale avec une chambre renouvelée et féminisée, une étape significative vers une parité effective – 20/06
- Hommage à Simone Veil, une femme de conviction. Nous lui devons tant! – 30/06
- Le 11 juillet, nous serons à Lausanne ! - 10/07
- Paris 2024 et l'apartheid sexuel ? LDIF/CLEF - 12/09
- Paris 2024/solidarité contre l'apartheid sexuel dans le sport LDIF/CLEF - 25/09
- Toujours moins d'un tiers de sénatrices : les partis politiques persistent à ignorer les objectifs de parité- 26/09
- Le droit de conduire pour les saoudiennes - 27/09
- Françoise Héritier, une grande dame du féminisme - 15/11
- Nous n'attendrons pas un autre siècle! -21/11
- Droits humains : 2e concours d'éloquence- 11/12

Courriers officiels:

- Courrier à Madame la Secrétaire d'Etat, demande d'entretien: étape du Tour de France de l'égalité à Nouméa, le 20/06
- Courrier reçu du chef de cabinet du Président de la République, le 19/09 en soutien à notre action contre l'apartheid sexuel dans le sport pour PARIS 2024, qualifiant l'engagement de la CLEF et de la LDIF « d'une cause juste et primordiale ».

- Courrier à Madame Jouanno, Présidente de la Délégation droits des femmes au Sénat le 18/09, félicitations et remerciements pour la publication du rapport « La laïcité garantit-elle l'égalité femmes-hommes ? » pour lequel la CLEF et la LDIF ont été auditionnées.
- Courrier reçu du chef de cabinet du Président de la République le 05/12 rejetant l'écriture inclusive pour des « raisons d'intelligibilité et de clarté de la norme ».
- Courrier de la Commission « Lutte contre les extrémismes religieux » à l'Ambassadeur Représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, Monsieur François Delattre, pour solliciter son soutien actif lors de la présentation en Assemblée Générale des Nations Unies du rapport annuel de madame Karima Bennouna le 25/10/2017 sur l'impact du fondamentalisme et de l'extrémisme sur les droits culturels des femmes.

Mobilisation et soutien :

- Soutien aux lycéennes de Chibok en partenariat avec le Mouvement pour la Paix et contre le Terrorisme – 08/01
La CLEF a toujours marqué sa solidarité aux lycéennes de CHIBOK qui sont détenues par BOKO HARAM depuis le 14 avril 2014. Nous exigeons leur libération immédiate et nous demandons qu'elles retrouvent leur place auprès de leur famille et de leur entourage.



- Organisation de la Women's march - 21/01 à l'initiative de la CLEF avec nos partenaires américaines (AAWE, les Indivisibles, Parti démocrate...) et nos partenaires françaises (MMF, CNDF, Femmes solidaires, OLF...). Au lendemain de l'investiture de Donald Trump, plusieurs millions de femmes ont défilé de Washington à Londres, Paris... jusqu'en Antarctique pour le respect de leurs droits par tous les pays et dans tous les pays.



- Rassemblement Place de la République le 8 mars 2017 pour la journée internationale des droits des femmes. A partir de 15h40, heure à laquelle les femmes ne sont plus payées, de nombreuses associations et ONG féministes ont rejoint le mouvement de « grève internationale » pour dénoncer les inégalités qui continuent à peser sur les femmes en France et dans le monde.





Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

- Rassemblement du collectif d'associations contre l'apartheid dans le sport – 14/04 et 15/05 : <https://www.ldif.asso.fr> et commission sport de la CLEF
- Participation à la journée mondiale « femmes sans voile » - 10/07
- Journée de mobilisation nationale et européenne pour l'avortement, à Paris et à Bruxelles – 28/09. Préparation et participation par la commission droits sexuels et reproductifs de la CLEF
- Manifestation nationale contre l'acquittement d'un pédocriminel – 14/11
- Journée internationale de mobilisation pour l'élimination des violences contre les femmes - 25/11

Communication :

- Nos supports de communication : Site internet (www.clef-femmes.fr), Twitter, page Facebook et création d'un compte Instagram
- Mise à jour de la page Facebook pour le Tour de France de l'Égalité avec l'agenda des futures étapes et des illustrations des étapes passées, ainsi que pour la mobilisation européenne du 28 septembre
- Autour de la Women's march : interviews radios nationales et TV (Cnews et France 24)
- Participation à deux émissions Radio Orient sur le droit à l'avortement (25/01) et le droit des femmes (9/03)
- Couverture de la conférence « Femmes santé climat » du 8 novembre, interview sur Europe 1 de plusieurs témoins du Livre Blanc Femmes santé-climat (Honorine Koenig et Louisa Renoux). Articles dans Mid&Plus. Communiqué de presse UNICEF.
- Afin d'améliorer sa visibilité dans les divers événements, la CLEF a fait fabriquer un Kakemono.

Participation aux événements officiels :

- 50^e anniversaire de la loi contraception – 08/02 Cérémonie en hommage à Lucien Neuwirth
- « Serment de Paris » le 8 mars 2017 à l'occasion de la 40^e journée internationale des droits des femmes : Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, et Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, ont co-présidé au Quai d'Orsay un événement de haut niveau qui a rassemblé des personnalités de tous horizons pour le lancement d'un texte « le Serment de Paris » appelant

à une remobilisation mondiale en faveur des droits des femmes dans un contexte difficile pour les femmes toujours victimes de violences sexuelles, physiques ou psychologiques.

- Participation à la journée collaborative pour la mise en œuvre des ODD - Ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la Mer – 18/04 - <https://www.partenariat-francais-eau.fr>
- Participation au lancement de la grande cause du quinquennat : l'égalité entre les femmes et les hommes – Elysée le 25/11 - www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr



Participations aux initiatives de nos partenaires :

- Participation à la journée Sexisme pas notre genre ! - 09/03
400 idées pour faire avancer l'égalité: www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr



- Participation à la conférence Women4Climate présidée par Madame Anne Hidalgo- 14/03 à New York, Columbia University: <http://www.c40.org/events/women4climate>



- Participation à la quatrième table ronde - VIII EMPLIEDO, à Madrid « MUJERES PARA EL DIALOGO Y LA EDUCACION » - 01/06

Intervention sur les politiques d'égalité professionnelle en France

07/06 - Petit déjeuner avec l'Ambassadeur de France à Madrid : échanges sur l'égalité professionnelle en France. Mise en application des textes par les entreprises françaises en Espagne.



- Participation à la rencontre « les femmes de la méditerranée s'organisent » avec le fonds des femmes en méditerranée - 05/07

Description : Le Fonds pour les Femmes en Méditerranée a organisé, grâce au soutien de la Fondation de France, une rencontre rassemblant une trentaine de femmes engagées pour l'égalité dans les pays du pourtour méditerranéen. La CLEF a été invitée en tant qu'observatrice. Ce fut l'occasion de retrouver les collègues des coordinations du LEF de Croatie et de Slovénie. Le fonds s'est engagé dans notre projet Femmes, villes et territoires en finançant l'étape de Naples.



- Participation à la manifestation pour défendre le droit à l'avortement et rencontre au Parlement européen, Bruxelles - 28/09

- Participation à la conférence des femmes de la francophonie à Bucarest - 01 et 02/11



La Conférence a rassemblé plus de 700 personnes et a permis de **partager de bonnes pratiques** et d'échanger sur les politiques et les initiatives des États et gouvernements francophones en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine économique. A l'issue des travaux, des recommandations ont été formulées, afin d'élaborer un Plan d'action francophone pour l'autonomisation économique des femmes et de nourrir les réflexions engagées par l'OIF en vue de l'élaboration d'une **Stratégie francophone pour l'égalité entre les femmes et les hommes.**

Source : <https://www.francophonie.org/Conference-des-femmes-Bucarest-presentation.html>



Assemblée générale du réseau francophone de l'égalité

Entrée officielle de la CLEF dans le Réseau Francophone pour l'égalité femmes-hommes le 3 novembre 2017.

II- Les activités de la CLEF

A- Le Tour de France de l'Égalité

<http://www.clef-femmes.fr/tour-de-france>

En 2017, le Tour de France de l'égalité a été reçu par 4 villes de France après avoir été lancé à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes le 8 mars 2016 à l'Hôtel de Ville de Paris. Notre objectif, de faire connaître la CEDAW et de susciter des débats autour de ce texte fondateur international, est atteint. Pour chacune des étapes, nous avons pu recevoir le soutien actif du HCE- FH, du Défenseur des Droits, des collectivités locales, des parlementaires, des universitaires, en particulier le groupe Régine, du projet Imagine et des associations locales.

- **Le 3 février 2017 à Toulouse**

PROGRAMME	PROGRAMME
<p>9h-9h30 ACCUEIL DES PARTICIPANT.E.S</p> <p>9h30-9h45 OUVERTURE DE LA JOURNÉE</p> <p>par Madame Julie Escudier, conseillère municipale en charge de l'égalité femmes-hommes et Vice-Présidente à la Cohésion Sociale de Toulouse Métropole.</p> <p>9h45-10h LA POLITIQUE D'ÉGALITÉ EN RÉGION OCCITANIE</p> <p>par Catherine Hugonet, Déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité femmes/hommes de Midi-Pyrénées.</p> <p>10h-10h15 PRÉSENTATION DU TOUR DE FRANCE DE L'ÉGALITÉ</p> <p>par Françoise Morvan, Présidente de la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) et membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEFH).</p> <p>10h15-11h15 TABLE RONDE</p> <p>La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) : une grande inconnue en France ?</p> <p>Animation : Nicole Fouche, Présidente de l'association Réussir l'égalité femmes-hommes (REFH).</p> <p>Présentation de la CEDEF et de ses mécanismes d'application, par Sophie Grosbon, Maître de conférences en droit public, Université Paris Ouest Nanterre la Défense.</p> <p>Les recommandations du Comité pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes à la France en 2016, par Françoise Morvan.</p> <p>Actions et recommandations du Défenseur des Droits dans le cadre de la CEDEF, par Annie Leotey, déléguée toulousaine du Défenseur des Droits.</p>	<p>11h15-11h30 PAUSE</p> <p>11h30-12h20 PROJECTION DU FILM DES FEMMES ET DES HOMMES de Frédérique Bedos (Projet Imagine). Il s'agit d'une grande enquête sur les enjeux de l'égalité femmes-hommes à travers le monde.</p> <p>DÉJEUNER LIBRE</p> <p>14h30- 15h30 TABLE RONDE L'égalité femmes-hommes dans le sport : quels enjeux ?</p> <p>Des outils à valoriser, la politique de l'égalité de la ville de Toulouse entre les femmes et les hommes dans le sport, par Arnaud Barbazange, Directeur des Sports de la ville de Toulouse et Sylvie Froidelond, chargée de mission à l'égalité femmes-hommes à la Mission égalité diversités de la ville de Toulouse.</p> <p>La féminisation du sport, par Patrick Chevallier de Femix'sports, association qui a pour objectif de contribuer à une meilleure représentation des femmes dans le sport, d'encourager la mixité et l'équité et d'être un outil d'aide et d'accompagnement pour la promotion du sport féminin en général.</p> <p>Présentation projet "Femmes en sport", par Xavier Serry de l'Association Sportis (SPORT International Solidaire).</p> <p>Sport et universalité des droits, par Annie Sugier, Présidente de la Ligue du droit international des femmes (association fondée par Simone de Beauvoir).</p> <p>15h30-16h15 DÉBAT AVEC LA SALLE</p> <p>16h15-17h CONCLUSIONS</p>



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

- **Le 4 juillet 2017 à Lyon**
-



Sous la présidence d'honneur du Maire de Lyon,

Thérèse RABATEL
Adjointe au Maire de Lyon
déléguée à l'égalité femmes-hommes
et aux personnes en situation de handicap

a le plaisir de vous inviter

à la présentation de la
**Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de son protocole facultatif
(CEDAW)**

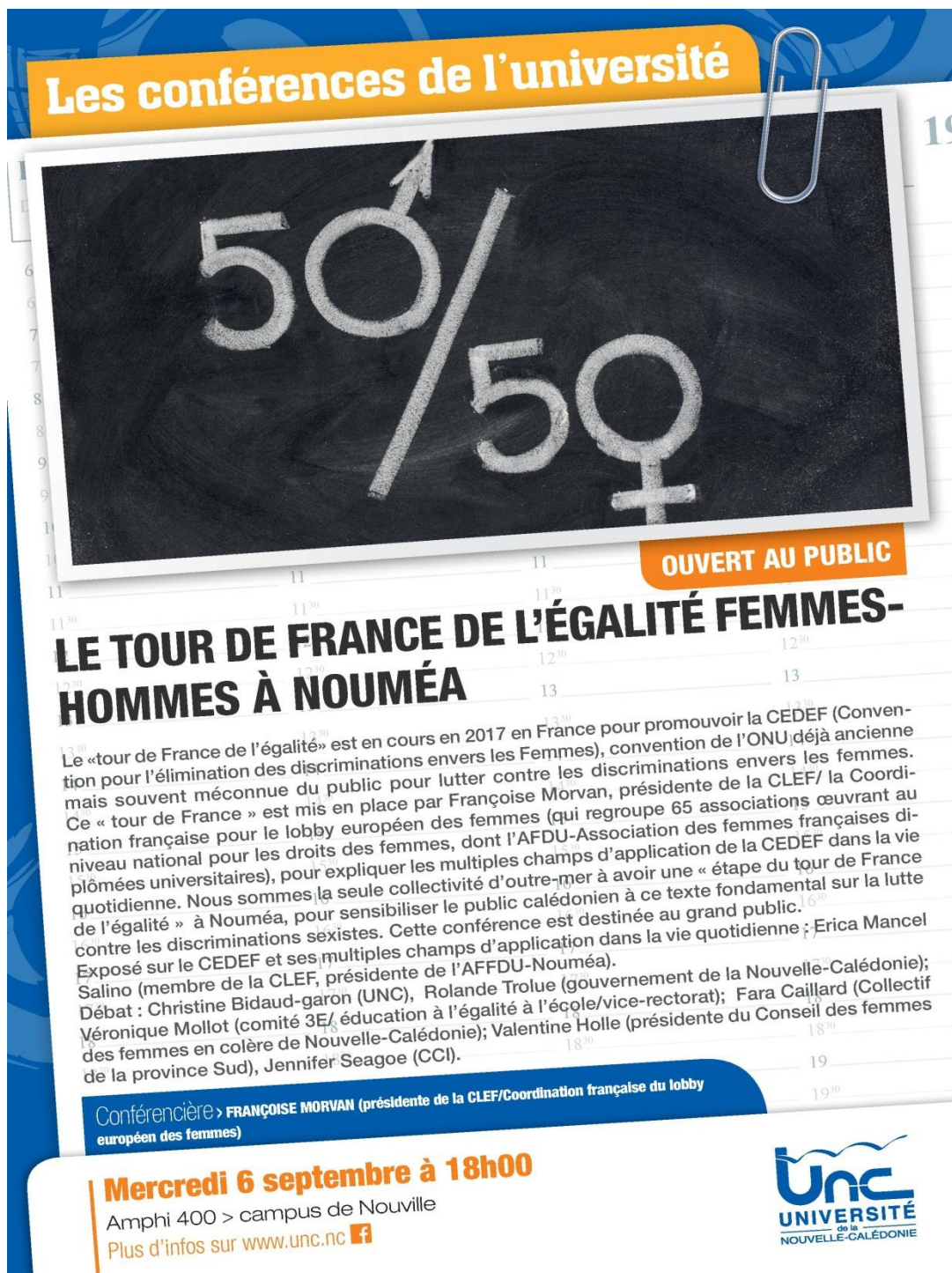
Par deux intervenantes :

- **Françoise MORVAN**, Présidente de la CLEF (Réseau du Lobby européen des femmes),
- **Sophie GROSBON**, Maîtresse de conférences en droit public, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Mardi 4 juillet 2017 à 18h30
dans les salons de l'Hôtel de Ville



- Le 6 septembre 2017 à Nouméa



Les conférences de l'université

OUVERT AU PUBLIC

LE TOUR DE FRANCE DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES À NOUMÉA


Le «tour de France de l'égalité» est en cours en 2017 en France pour promouvoir la CEDEF (Convention pour l'élimination des discriminations envers les Femmes), convention de l'ONU déjà ancienne mais souvent méconnue du public pour lutter contre les discriminations envers les femmes. Ce « tour de France » est mis en place par Françoise Morvan, présidente de la CLEF/ la Coordination française pour le lobby européen des femmes (qui regroupe 65 associations œuvrant au niveau national pour les droits des femmes, dont l'AFDU-Association des femmes françaises diplômées universitaires), pour expliquer les multiples champs d'application de la CEDEF dans la vie quotidienne. Nous sommes la seule collectivité d'outre-mer à avoir une « étape du tour de France de l'égalité » à Nouméa, pour sensibiliser le public calédonien à ce texte fondamental sur la lutte contre les discriminations sexistes. Cette conférence est destinée au grand public.

Exposé sur le CEDEF et ses multiples champs d'application dans la vie quotidienne ; Erica Mancel Salino (membre de la CLEF, présidente de l'AFFDU-Nouméa).

Débat : Christine Bidaud-garon (UNC), Rolande Trolue (gouvernement de la Nouvelle-Calédonie); Véronique Mollot (comité 3E/ éducation à l'égalité à l'école/vice-rectorat); Fara Caillard (Collectif des femmes en colère de Nouvelle-Calédonie); Valentine Holle (présidente du Conseil des femmes de la province Sud), Jennifer Seago (CCI).

Conférencière > **FRANÇOISE MORVAN** (présidente de la CLEF/Coordination française du lobby européen des femmes)

Mercredi 6 septembre à 18h00
Amphi 400 > campus de Nouville
Plus d'infos sur www.unc.nc



La conférence est disponible en intégralité sur Youtube

<https://www.youtube.com/watch?v=OCg5vooaqZY>

- **Le 28 novembre 2017 à Rennes**

18h > 20h SALLE DU CONSEIL

Conférence animée par **Françoise MORVAN**, *Présidente de la Coordination française pour le lobby européen des femmes*

Accueil par **Geneviève LETOURNEUX**, *Conseillère municipale déléguée aux droits des femmes et égalité à la ville de Rennes*

Intervenant-es :

- Intervention par vidéo de **Yannick GLEMAREC**, *secrétaire général adjoint ONU et directeur exécutif adjoint ONU Femmes*

Pour l'universalité des droits des femmes : de la CEDEF à l'agenda 2030

- **Béatrice DELZANGLES**, *Maitre de conférences à l'Université Paris-Dauphine*

Présentation de la CEDEF, du protocole facultatif et le rôle du comité CEDEF

- **Linda WEIL-CURIEL**, *Avocate au barreau de Paris et Présidente de la Commission pour l'abolition des mutilations sexuelles (CAMS)*

Présentation des luttes des femmes à l'international pour l'élimination des violences contre les femmes

- Projection du film de **Frédérique BEDOS** « *Des Femmes et des Hommes* », projet Imagine.



« LE TOUR DE FRANCE DE L'ÉGALITÉ »
FAIRE CONNAÎTRE LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS À L'ÉGARD DES FEMMES (CEDEF/CEDAW). UN PROJET POUR 2016-2018

Hôtel de Rennes Métropole,
4, avenue Henri Fréville



Débat avec la salle



- **Prochaines étapes** : Evreux le 13 février et St Denis (93) le 9 mars.

B - Les moments forts des commissions et leur travail

- Réunion des responsables des commissions le 14/09 : Echanges transversaux et perspectives de travail pour 2018.
- **Création de deux nouvelles commissions : Femmes et Climat & Egalité professionnelle**

Commission femmes et climat

Animation : Louisa Renoux

Conférence de lancement du livre blanc Femmes, santé et climat, le 8 novembre 2017 :

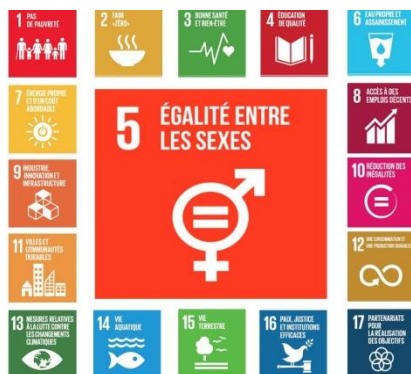
http://www.clef-femmes.fr/index.php?option=com_flexicontent&view=items&cid=51:actualites&id=357:2017-11-10-13-45-49&Itemid=72



Les questions d'égalité F/H et de développement durable étant intrinsèquement liées, la CLEF a rappelé son implication dans la promotion et la réalisation des 17 objectifs de développement durable.

A ce titre, il nous a semblé primordial de réaffirmer la centralité et la transversalité de l'objectif n°5. En effet, la réalisation de tous les défis majeurs de l'agenda 2030 est subordonnée à l'émancipation des femmes.

Enfin, puisque l'intégration des femmes dans la vie économique, culturelle et politique n'aura d'impacts qu'avec un processus de remise en question de notre modèle économique, et qu'elle est impossible sans volonté politique, la CLEF a tenu à exposer ses solutions.



Nos solutions :



- Respect des droits humains fondamentaux des femmes
- Nouveau pari économique
- Nouveaux mécanismes financiers pour sortir de la microfinance
- Fin du travail informel
- Promotion de l'agroécologie
- Fin de l'accaparement des terres
- Nouvelles politiques de l'aménagement du territoire
- Lutte contre l'impunité et une plus grande protection des femmes



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Commission Égalité professionnelle

Animation : Isabelle Blin

Création de la commission Égalité professionnelle avec le plan d'action suivant :

Cette commission a pour principale vocation de lutter contre l'inégalité professionnelle en entreprise. Ces moyens d'actions sont principalement:

- de la sensibilisation,
- une participation à des collectifs,
- du lobbying

Planning des activités 2018 :

- Réunion de lancement en décembre 2017 : Echange sur les orientations.
- Journée du 8 mars : soirée cinéma suivie d'un débat avec la réalisatrice du film OUAGA Girls.
- Présence lors de la CSW62 à New York (12 au 16 mars)
- Participation aux réunions et aux activités d' « Ensemble contre le sexisme »
- Petit déjeuner avec des femmes « Rôles Modèles »
- Soirée PWN de restitution du sondage sur l'ambition

**ENSEMBLE CONTRE LE
SEXISME**



Les organisatrices sont Françoise Morvan, Isabelle Blin et Louisa Renoux.



Pôle Liberté

Commission Lutte contre les extrémismes religieux

Animation : Bernice Dubois

En janvier, nous avons largement aidé la CLEF à organiser une marche de Solidarité avec les Américaines à Washington contre l'élection de Donald Trump qui a exprimé des sentiments nettement sexistes contre les droits des femmes. Nous avons suggéré à l'association la plus importante de femmes américaines en France, l'AAWE, d'y participer ainsi bien sûr que d'autres associations de femmes françaises. Après coup, nous pouvons dire le succès exceptionnel de cette marche. Un monde incroyable, de la créativité, de la bonne humeur, de l'humour, de l'enthousiasme, de la spontanéité, énormément de jeunes, Françaises et Français, Américaines et Américains.

En février, nous avons mis au point le communiqué de presse sur la question de l'expulsion des cafés des femmes de Sevran et avons invité Nadia Remadnia de la Brigade des mères et Nadia Benmissi des femmes sans voile d'Aubervilliers.

Le 21 mars, Evelyne d'Auzac nous a représenté à Marseille au Forum des Femmes de la Méditerranée d'Esther Fouchier, autrefois membre de notre Commission, avec une excellente Conférence sur **la Position des femmes laïques contre les extrémismes religieux**. Elle nous a fait honneur et nous l'avons vivement félicitée.

En avril, nous avons engagé une réflexion sur les divers espaces concernés par la laïcité.

- a) *L'espace privé, comme le domicile, où la liberté de conscience et sa manifestation sont absolues.*
- b) *L'espace administratif (services publics, Etat et collectivités locales où s'applique une neutralité totale pour ceux et celles qui y travaillent mais **non** pour les usagers qui sont libres d'afficher ce qu'ils ou elles veulent, exception faite des élèves des écoles publiques de la République).*
- c) *L'espace social, celui où l'on travaille, on n'y parle pas de laïcité puisqu'elle ne s'applique pas à cet espace, mais de "gestion du fait religieux" sous réserve d'absence de tout prosélytisme.*
- d) *L'espace partagé ou « espace public » avec la liberté de conscience limitée par le respect de l'ordre public.*

Ces concepts nous paraissent encore très confus et demandent davantage d'explications n'étant pas vraiment conformes à la Loi de 1905.

Le 8 mai, nous avons rédigé un communiqué de protestation contre l'élection de l'Arabie Saoudite à la CSW, une élection inique! D'autant plus que la CLEF comme la LDIF manifestent au même moment pour que l'Arabie Saoudite et l'Iran soient sanctionnés par le Comité Olympique International pour leur pratique de l'apartheid sexuel dans le sport, comme l'a été l'Afrique du Sud pendant 20 ans pour son apartheid racial.

La réunion du 13 juin et du 15 septembre a permis de préparer la Journée de Formation du 23 septembre, consacrée à la lutte contre les extrémismes qui empoisonnent nos sociétés depuis des décennies en enseignant la haine, la violence, l'infériorité et la soumission obligatoire des femmes. La formation était constituée d'une matinée consacrée à la laïcité, sans laquelle cette lutte ne serait ni



efficace ni même possible. Pour cela nous avons fait appel à trois intervenantes extérieures : universitaire, activiste féministe et bloggeuse.

En novembre nous avons réalisé un contre rapport au rapport du Conseil national des évangéliques sur les droits des femmes pour l'Examen périodique universel de la France par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU-Genève.

Commission Droits sexuels et reproductifs

Animation: Annie Laurence Godefroy

En 2017 la commission qui, en 2016 avait consacré une partie de son travail à une enquête diligentée par le LEF « Mapping sexuality Education in Europe from a feminist perspective », a décidé de continuer sur ce thème en approfondissant ses recherches et ses réflexions en vue d'une formation ouverte aux membres de la CLEF mais aussi à des personnes extérieures intéressées par le sujet.

Très rapidement, avec le concours de REFH sollicitée, la commission a décidé de travailler sur le thème suivant : **«Lutter contre les Discriminations et les violences par l'éducation à la sexualité en milieu scolaire»**.

Il s'en suivit un travail de recherche et de lectures sur ce sujet dans différents documents et thèses de France mais aussi de Suède et du Canada avant de décider que nous aborderions cette formation par le biais de quatre chapitres :

- *Déconstruire quelques mythes savants sur la sexualité*
- *Remettre au cœur du débat le plaisir féminin*
- *Comment l'éducation peut contribuer à faire reculer les violences sexuelles*
- *Ce qui existe et ce qui est en projet dans les classes*

Pour ce faire, nous avons recherché pour animer ces débats :

- *Une chercheuse en sociologie des sciences et de la vulgarisation scientifique: Odile Fillod*
- *Une sexologue: Brigitte Fillod*
- *Un médecin sexologue ayant une connaissance parfaite du milieu éducatif : Marie-Laure Gamet*
- *Une enseignante d'une structure pilote de l'académie de Créteil : Célia Julliard*

La conférence-débat qui s'est déroulée le 14 octobre a rencontré un franc succès et a été à l'origine de nombreux débats animés avec une volonté pour les nombreux membres de l'Education nationale présents de continuer sur cette thématique.

Notre deuxième axe de travail fut **« Pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe » en vue d'une harmonisation européenne des lois pour que les Droits Sexuels et reproductifs (y compris le Droit à l'Avortement)** soient respectés dans tous les pays européens et soient inscrits comme droits fondamentaux dans la Charte européenne des Droits fondamentaux. Dans ce but, nous nous sommes rapprochées d'autres organisations féministes françaises et européennes pour une mobilisation qui coïnciderait avec la journée internationale du droit à l'avortement.



Cette action s'est préparée sous forme de réunions régulières avec les autres associations françaises composant un collectif pour le Droit à l'avortement en évaluant les revendications à porter, la manière de pérenniser les actions dans le futur jusqu'à l'obtention complète de nos revendications.

Un rassemblement a eu lieu à Paris et à Bruxelles, le 28 septembre, incluant des débats, des rencontres avec les députés européens et une marche au centre-ville. A noter que de nombreuses villes françaises ont participé à cet événement.

-La commission a également été sollicitée de nombreuses fois par des journaux essentiellement médicaux sur des sujets ayant trait à la contraception, le viol et le SIDA.

-Enfin nous n'avons pas oublié notre combat contre la GPA et régulièrement nous sommes en relation avec le CERF (Cercle d'Etudes de Réformes Féministes) qui nous fait part de l'avancée de ses travaux concernant sa réforme proposée sur la législation de la GPA.

Commission Violence

Animation: Marie Gabrielle Campana

-27 janvier : participation à la **séance du Comité égalité femmes-hommes du défenseur des droits. Discussion sur les dernières décisions judiciaires, sur la notion de harcèlement et de discrimination**

-7-9 juin : participation en qualité d'experte aux travaux de l'**observatoire des violences du LEF à Bruxelles**, participation à l'événement du 20ème anniversaire de l'Observatoire du LEF <https://www.womenlobby.org>

-25 novembre : participation à la projection du film « Jusqu'à la garde » et intervention avec la Maison des Femmes de Saint-Denis lors de l'événement Soroptimist sur le **thème des violences faites aux femmes et aux enfants lors de l'exercice du droit de visite**

-14 décembre 2017 : réunion de la commission violence sur le thème principal de la Convention d'Istanbul (sa mise en œuvre, la conformité du droit français avec ledit traité et sa diffusion)

-Conception et organisation du colloque sur la Convention d'Istanbul pour la date du 26 janvier 2018 en lien avec Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, Députée européenne

-Travail de réflexion sur le futur projet de loi sur les violences sexuelles et sur l'obligation de signalement des enfants victimes de violences sexuelles et de maltraitance

-Préparation d'une intervention à l'Assemblée Nationale le 15 février 2018 dans un groupe de travail sur le thème **des violences sexuelles sur mineurs**

-Début de préparation du rapport d'évaluation de la CLEF destiné au GREVIO

<https://www.coe.int> > istanbul-convention



Pôle Égalité/Solidarité

Commission Parité

Animation: Armelle Danet

Au niveau européen :

- Retour sur la **rencontre Exchange à Bruxelles** entre associations de femmes américaines et des membres du LEF sur le thème des freins et des solutions à l'engagement de plus de femmes en politique.
- Participation au **groupe de travail du LEF sur les femmes en politique**, avec pour thème principal la préparation des élections européennes.

Au niveau national :

- Interpellation des candidat.e.s aux **élections présidentielles** : préparation du questionnaire par la commission parité.
- **Elections législatives** : analyse des candidatures et des résultats et rédaction d'un communiqué de presse « Enfin une avancée à l'Assemblée nationale avec une chambre renouvelée et féminisée, une étape significative vers une parité efficace ».
- **Elections sénatoriales** : analyse des candidatures et des résultats, rédaction d'un communiqué de presse : « Toujours moins d'un tiers de sénatrices : les partis politiques persistent à ignorer les objectifs de parité »

http://www.clef-femmes.fr/index.php?option=com_flexicontent&view=items&cid=51:actualites&id=-347:2017-09-27-09-02-15&Itemid=72

- Préparation de la **formation du 13 janvier 2018** : « Femmes et pouvoir dans les instances de décision locales », avec les interventions de 5 membres de la commission.

Commission Femmes et Sport

Animation: Annie Sugier

A l'occasion de la candidature de Paris aux JO de 2024, la Clef et la Ligue du Droit International des Femmes ont lancé une campagne d'action contre l'apartheid sexuel dans le sport imposé sous des prétextes religieux par l'Iran et l'Arabie Saoudite. Cette initiative a reçu le soutien de Mouvement « *Laissez les femmes iraniennes entrer dans leurs stades* », du Collectif Laïque, ainsi que du SNEP-FSU (Syndicat National d'Éducation Physique).

Il faut rappeler que l'Iran et l'Arabie Saoudite sont les seuls pays au monde à interdire l'accès des stades aux femmes. L'Arabie Saoudite ne prévoit même aucune infrastructure sportive pour les femmes. Plus généralement, l'Iran et l'Arabie Saoudite imposent aux sportives le port d'un uniforme islamiste couvrant tout leur corps et interdisent la mixité et les disciplines « non islamiques ». Une brochure en français et en anglais a été élaborée afin d'illustrer cette situation contraire aux principes universels inscrits dans la Charte Olympique.

Le lancement de la campagne s'est fait en deux étapes :

- Le 14 avril, dévoilement sous la Tour Eiffel du slogan « Paris 2024 contre l'apartheid sexuel, boycott de l'Arabie Saoudite et de l'Iran »



- Le 15 mai, alors que la Commission d'Evaluation du CIO visitait les sites de Paris, un rassemblement du collectif d'associations solidaires a eu lieu devant le siège du CNOSF, suivie d'une rencontre avec des responsables de cet organisme.



Sont intervenues au cours de cette rencontre, avec des responsables du CNOSF, Djemila Benhabib, l'écrivaine et militante politique québécoise d'origine algérienne, la belgo-iranienne Darya Safai, fondatrice du mouvement « laissez les femmes iraniennes entrer dans leurs stades », le secrétaire national du SNEP-FSU, Polo Lemonnier, les porte-paroles du collectif « Femmes sans voile d'Aubervilliers », Nadia Benmissi et Nadia Ould Kaci, et Michel Lizin, venu spécialement de Belgique au nom de la Fondation Anne-Marie Lizin.

Le 11 juillet une délégation de la CLEF s'est rendue à Lausanne, où se tenait une réunion de la Commission Exécutive du Comité International Olympique devant laquelle les délégations de Paris et de Los Angeles devaient présenter leurs candidatures. Les membres du collectif contre l'apartheid sexuel ont à nouveau déployé des banderoles et remis des lettres au président du CIO et aux chefs des délégations de Paris et de Los Angeles.

Des courriers ont été adressés aux instances politiques et sportives nationales et internationales concernées ainsi qu'aux promoteurs de la candidature de Paris 2024 accompagnés de la brochure citée plus haut.

Trois députés : Rémi Delatte (LR), Jacques Maire (LREM), Xavier Roseren (LREM), et Bruno Studer (LREM) ont posé des questions écrites à la Ministre des Sport qui n'a pas encore répondu. La présidence de la République, dans un courrier du 19 septembre, a qualifié la cause défendue de « juste et primordiale » et a précisé que « La France ne manquera pas de contribuer aux initiatives diplomatiques susceptibles de favoriser le développement du sport féminin dans les pays concernés » (Lettre du 19 septembre jointe).

Interpeler le monde du sport c'est aussi l'amener à s'interroger sur les processus de décision qui ont conduit leurs dirigeants à bafouer leurs règles éthiques dès lors qu'elles s'appliquent aux femmes musulmanes, en cédant devant les diktats religieux de l'Iran et de l'Arabie Saoudite.

Commission Pauvreté et Exclusion sociale

Animation: Gwendoline Lefebvre

- 16 janvier : Réunion de préparation de la table ronde du 3 mars

- 3 mars : Table ronde à la Maison de l'Europe « Femmes, pauvreté et grande exclusion » : En partenariat avec le LEF, l'association Aurore et l'AFAFP et avec le soutien de la Maison de l'Europe.

L'invisibilité des femmes sans abri par le manque de statistiques et de données analytiques est une chose cruciale pour répondre à leurs besoins.

La pauvreté énergétique provoque des choix cornéliens pour certaines femmes et familles : payer son loyer ou sa facture de gaz-électricité.

La pauvreté des femmes et leur exclusion est sans cesse en progression alors que l'impact des coupes budgétaires a des répercussions restrictives et directes sur le terrain.



Les propositions d'actions que nous avons pu mettre en perspectives sont les suivantes :

Sur le plan européen :

-Nécessité d'une collaboration entre CLEF/LEF/EIGE pour analyser la pauvreté et la grande exclusion des femmes en Europe.

-Prise en compte de l'opportunité du semestre européen et de son impact politique pour confronter les causes structurelles de la pauvreté et la grande exclusion des femmes s'assurant que leurs voix soient entendues dans ces processus qui peuvent paraître complexes, mais qui sont nécessaires. Ceux qui détiennent le pouvoir évoluent dans la sphère économique et les femmes doivent occuper cet espace pour sauvegarder leurs acquis mais aussi pour progresser vers une société où les femmes ne sont pas un enjeu de patriarcat.

Sur le plan français :

- Créer un groupe de travail pour monter dans un premier temps un évènement avec Eige, le LEF, les associations Aurore et AFAFP, la FNARS et la CLEF afin de progresser sur les constats et proposer un plaidoyer au niveau européen.

- Continuer à soutenir les femmes des quartiers.

Commission Europe et International

Animation : Françoise Morvan

Au niveau International

La 61^{ème} CSW

Depuis de nombreuses années, la CLEF participe activement aux sessions de la CSW qui a lieu à New York au Palais des Nations Unies. En 2017, une délégation de la CLEF était présente la première et la deuxième semaine.

La Commission de la condition de la femme s'est déroulée du 13 au 24 mars 2017. Le thème prioritaire de cette session était « l'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution ».

Les temps forts de la 61^{ème} CSW:

Les conclusions sur le site d'ONU Femmes :

<http://www.unwomen.org/fr/csw/csw61-2017> - <http://www.unwomen.org/en/csw/csw61-2017>



Organisation d'un side event :

Face aux menaces et aux freins qui pèsent sur les droits sexuels et reproductifs des femmes, la CLEF et ses partenaires ont voulu par l'organisation de ce side event officiel montrer leur solidarité aux femmes américaines dont les acquis sont ébranlés par leur nouveau président et à toutes les femmes du monde entier, dont la vie est en péril à cause de carcans politiques, sociaux et religieux qui empêchent la reconnaissance du droit fondamental des femmes, celui de choisir et maîtriser leur corps.

Si l'autonomisation économique des femmes est la clef de leur émancipation, elle ne pourra pas se réaliser sans le respect de leurs DSSR qui doivent être inscrits en tant que droits humains fondamentaux dans les constitutions nationales et conventions internationales.



« Avortement et contraception: des droits universels, indispensables à l'autonomie des femmes »

Mercredi 15 mars 2017, 13h00

Salle de conférence A, bâtiment des Nations-Unies
Événement parallèle à la CSW 61 parrainé par la France

Organisé par le Planning familial, (membre de l'IPPF), la CLEF et la Fondation Jean Jaurès

Aujourd'hui, 225 millions de femmes dans le monde n'ont pas accès à la contraception ou à des services de santé sexuelle. 1 femme meurt toutes les 9 minutes d'un avortement illégal. 2 millions de filles accouchent avant 15 ans, et n'ont droit à aucune protection, 62 millions ne vont pas à l'école, souvent parce que déjà mères ou mariées.

L'objectif de ce side event vise à montrer pourquoi il est indispensable de reconnaître les droits sexuels et reproductifs des femmes comme des droits humains fondamentaux, condition indispensable à la réalisation de leur autonomie.

Intervenant.e.s :

- **Mme Laurence Rossignol**, Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes, France
- **M. Babatunde Osotimehin**, Directeur exécutif, Fonds des Nations-Unies pour la population (FNUAP)
- **Mme Susan Blankhart**, Ambassadrice Envoyée spéciale pour les droits des femmes,
- **Mme María Antonieta Alcalde**, directrice du plaidoyer, *International Planned Parenthood Federation /Western Hemisphere Region (IPPF/WHR)*
- **Mme Rebecca Chalker**, activiste féministe, auteure, Etats-Unis
- **Mme Zita Gurmai**, vice-présidente, Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)
- **Mme Barbara Nowacka**, présidente du comité « Sauvons les femmes », Pologne
- **Mme Pamela Martín García**, conseillère, Groupe FUSA, Argentine.

En partenariat avec: Équilibres & Populations; Excision-Parlons-En; Femmes solidaires; Fondation européennes des études progressistes; Fondation des femmes de l'Euro-Méditerranée; International Alliance Women (IAW); International Planned Parenthood Federation (IPPF); Lobby européen des femmes; Union Européenne Féminine.



Au niveau Européen

Femmes, Villes et Territoires, tour d'Europe des bonnes pratiques

Ce projet est initié pour promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes en Europe et sur le pourtour méditerranéen, tout en leur garantissant leurs droits.

Un travail de rapprochement entre le Lobby européen des femmes et la Fondation des femmes de l'Euro méditerranée s'est avéré nécessaire pour évaluer les engagements internationaux et les politiques nationales favorisant la place des femmes dans la région méditerranéenne. Pour ce faire, les coordinations nationales du Lobby Européen des Femmes ont fait voter une motion d'urgence en AG du LEF en juin 2016, leur permettant de se regrouper pour évaluer la Déclaration de Paris, adoptée en 2013 à Paris par les 43 pays de l'Union pour la Méditerranée et pour mener un travail de recherches et d'expertises sur la place des femmes dans l'espace public. Ces actions doivent être concertées avec celles mises en œuvre par la Fondation des femmes de l'Euro méditerranée pour plus d'efficacité et d'impact en termes de changement sociétal vers l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les travaux de terrain de l'association "genre et ville" ont fait émerger une demande de plus en plus forte de la part des femmes vers une certaine reconquête de l'espace public et les villes sont en demande d'exemples ou d'idées venues d'ailleurs. Ce projet est soutenu par l'IEMED de Barcelone, la Fondation Jean-Jaurès, le Fonds des Femmes pour la Méditerranée et la FEPS.

Une seconde étape du tour d'Europe "Femmes, villes et territoires" a eu lieu à Naples les 28 et 29 septembre, un an jour pour jour après la première réunion des coordinations nationales du Sud de l'Europe membres du Lobby européen des femmes (LEF) qui s'est tenue à Lisbonne les 29 et 30 septembre 2016¹ sur la question de la place des femmes dans l'espace public et qui s'est conclue par la rédaction du manifeste de Lisbonne.

Un nouveau séminaire, intitulé « **Femmes, villes et territoires, tour d'Europe des bonnes pratiques** » était organisé à Naples - « ville rebelle, ville refuge » comme devait la définir dans l'introduction la déléguée du maire chargée de l'égalité et du centre antiviolence de Naples, Simona Marino - par la coordination italienne, présidée par Maria Ludovica Bottarelli et par le département d'urbanisme de l'Université Federico II dont fait partie Teresa Boccia².



¹ Cette réunion faisait suite à la dernière assemblée générale du Lobby européen des femmes (LEF) en date du 4 juin 2016 qui a décidé la mise en place d'un groupe de travail des coordinations des pays de l'Europe du sud sur la question des femmes dans la société euro-méditerranéenne.

² Comme à Lisbonne, la Fondation des femmes de la méditerranée, l'Association des femmes de l'Europe méridionale et l'Institut européen de la méditerranée (IEMed) étaient présents aux côtés de Genre et Ville. Le séminaire était patronné par ONU-Habitat, la ville de Naples et l'Ordre des architectes (cf. le programme en annexe 1).

L'objectif de cette deuxième rencontre, comme l'a défini Françoise Morvan, présidente de la CLEF, était d'une part d'approfondir la recherche sur un thème relativement nouveau à la fois pour les géographes, les urbanistes, les architectes et le mouvement féministe et d'autre part de poursuivre l'échange entre associations, expertes et élues des bonnes pratiques qui permettent aux femmes de se réapproprier enfin la ville, bâtie au fil du temps par et pour les hommes. Cette deuxième rencontre devrait être suivie d'une troisième à Athènes au cours de l'année 2018.

Objectifs: Le tour d'Europe "Femmes, Villes et Territoires" doit permettre l'égalité d'accès et d'occupation de l'espace public entre hommes et femmes.

En effet, les villes et les espaces publics sont historiquement, culturellement, faits par des hommes pour des hommes. L'analyse de l'aménagement urbain sous l'angle du genre est un sujet encore trop peu exploré. Il a pourtant une incidence majeure sur la vie des femmes au quotidien.

Il a pour ambition, d'une part de sensibiliser les institutions et la société civile sur cette question primordiale du genre et de l'espace public, qui impacte fortement le mieux vivre ensemble dans une société de plus en plus clivée et d'autre part, de recenser les bonnes pratiques repérées dans les pays du Sud de l'Europe. Il s'agit aussi de perpétuer le travail du LEF dont la vocation est de faire avancer les institutions européennes sur ces sujets tant sur un plan législatif que stratégique.

Au terme de ce programme quadriennal (2015/2018), un recueil de bonnes pratiques sera publié sur l'égalité d'accès et d'occupation de l'espace public.

Compte-rendu du séminaire à lire ici : <https://jean-jaures.org/nos-productions/femmes-villes-et-territoires-l-exemple-de-naples-ville-refuge-ville-rebelle>



C- Le cycle de formations de la CLEF

Les formations de la CLEF sont des temps de réflexion, d'échanges et de mutualisation des bonnes pratiques. Pour le cycle 2017 - 2018, nous avons organisé 6 formations sur différentes thématiques.

- **Samedi 23 septembre 2017 : Les droits des femmes face aux extrémismes religieux**

Description :

1° demi-journée : Table ronde des expertes sur l'influence des extrémismes religieux sur la dégradation des droits des femmes.

2° demi-journée : Atelier permettant une réflexion sur des lignes d'actions communes pour des solutions préventives et curatives.

Objectifs : Analyser les extrémismes religieux en présence sur le territoire national. Prendre conscience de leurs conséquences sur les régressions des droits des femmes en particulier les droits sexuels et reproductifs et sur l'Olympisme. Connaître la loi de 1905 et son application.



- **4 octobre 2017 : Lutter contre les violences et pour l'égalité par l'éducation à la sexualité en milieu scolaire**

Objectifs : Lutter contre les discriminations basées sur le sexe dans l'éducation à la sexualité. Adopter des outils efficaces pour mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles incluant une information sur les droits des femmes (y compris par des actions concrètes auprès des jeunes pour promouvoir l'égalité). Soutenir en Europe une éducation à la sexualité, pour les filles et les garçons, incluant une information sur les droits des femmes, l'égalité des sexes ainsi que les droits sexuels et reproductifs. Poursuivre une politique active protégeant les filles de pratiques néfastes (mariages forcés ou précoces, mutilations sexuelles féminines, crimes d'honneur, diktats de la virginité, prostitution). Élaborer conjointement un plaidoyer pour demander aux pouvoirs publics de construire une véritable politique interministérielle d'éducation à la sexualité suivie, évaluée régulièrement et dotée de moyens adéquats en lien avec les associations de terrain reconnues (évaluées et soumises à agrément).

Description : État des lieux de la France sur l'éducation à la sexualité en présentant l'enquête de la CLEF pour le LEF et en insistant sur l'axe "éducation sexuelle et égalité". La formation a proposé une cartographie de ce qu'il se passe à l'étranger en insistant sur des exemples précis dans certains pays plus progressistes ou au contraire plus conservateurs. L'intervention d'une enseignante a apporté un témoignage de la réalité du terrain. Une partie a été réservée à la déconstruction des stéréotypes en matière de sexualité.

- **Samedi 18 novembre 2017 : Femmes d'ailleurs, lutte des femmes dans le monde**

Description : Au travers de portraits de femmes et de leurs organisations, nous avons abordé la situation globale (violences, inégalités, etc...) de la vie des femmes sur les différents continents, mais aussi leur dénominateur commun : comment le fait d'être née fille détermine leur vie toute entière. Ici comme ailleurs, et face aux divisions du féminisme, nous avons fourni des pistes de réflexion pour ce qui, malgré tout, nous unit.

Objectifs : Mieux connaître et comprendre ce que vivent les femmes sur la planète et la façon dont elles s'organisent pour lutter contre les discriminations.



- **Samedi 16 décembre 2017 : Des siècles de luttes féministe. Histoire**

Description : Les origines du féminisme du XV^{ème} au XVIII^{ème} siècle, Féminismes et luttes pour la démocratie en France, aux États-Unis et au Royaume-Uni au XIX^{ème} siècle. Le XX^{ème} siècle et les luttes pour le droit de vote en France, Russie, États-Unis, Royaume Uni. Rappel et actualité des combats féministes des années 1970, et enjeux d'aujourd'hui. Les présentations ont été ponctuées par des débats avec la salle dans un souci d'interactivité avec le public.

Objectifs : Connaître l'histoire du mouvement féministe pour en analyser les actions, les enjeux, les thèmes, les différentes manières de combattre pour l'émancipation des femmes.



- **Samedi 13 janvier 2018 : Femmes et pouvoir dans les instances locales**

Description : Rappel des lois sur la parité. Etat des lieux sur la place des femmes dans les instances élues locales (assemblées et exécutifs); focus sur les intercommunalités où la parité est peu contraignante; rôle de ces intercommunalités; la problématique du leadership au féminin dans ces instances locales; la mise en place de politiques publiques d'égalité femmes-hommes dans les collectivités territoriales.

Objectifs : Faire comprendre la récente réforme territoriale et les enjeux de cette réforme pour la place des femmes dans les instances de décision locales et les politiques publiques locales pour l'égalité femmes/hommes.

- **Samedi 3 février : Femmes des Outre-mer, unité et diversité**

Description : Après un bref état des lieux de la situation géographique et économique en apportant quelques chiffres clés en lien avec les droits des femmes et la situation réelle des femmes, la formation s'est penchée sur les spécificités culturelles des Outre-mer en insistant sur des portraits de femmes et leurs apports spécifiques à ce patrimoine régional très riche.

Objectifs : Mettre en lumière "les héroïnes" architectes de la construction des Outre-mer, mais aussi de la France de la diversité. Contribuer au développement du projet "Elles aussi font marcher le Monde". Emergence de nouveaux thèmes : le changement climatique, la richesse créative et l'entreprenariat.



III- Les actions de la CLEF en partenariat

- **Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes – HCE f/h**

Notre présidente, Françoise Morvan, siège au HCEFH en qualité de personnalité qualifiée nommée par le Premier Ministre. Elle participe aux travaux de la Commission Enjeux européens et internationaux. Cette commission est en charge de l'évaluation de la stratégie « genre et développement » qui cadre et planifie l'action de la France en matière de droits des femmes en Europe et dans le monde. Elle assure la promotion de la dynamique française en matière de gender mainstreaming. En 2017, ses travaux se sont articulés autour de deux rapports :

- Intégration de l'objectif égalité femmes-hommes dans la politique française de développement
- Réforme de l'immigration et de l'asile : mieux prendre en compte la situation des femmes migrantes et demandeuses d'asile en France – Remise 18/12/17

- **La CLEF fait partie du groupe de travail plénier CNIS (Conseil national de l'information statistique)** sur la déclinaison française des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable (Agenda 2030)

- **La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme – CNCDH**

La CNCDH fonctionne en pôles. Composition :

- **Pôle A** "Société, éthique et éducation aux droits de l'homme"
- **Pôle B** "Racismes, discriminations et intolérance"
- **Pôle C** "Etat de droit et libertés"
- **Pôle D** "Questions internationales »
- **Pôle E** "Droit international humanitaire, développement, environnement »

Les activités de la CLEF au sein de la CNCDH s'articulent spécifiquement autour du pôle A et du pôle E. La CLEF a particulièrement travaillé sur l'avis sur les violences de genre et les droits sexuels et reproductifs dans les Outre-Mer.

- **La Commission égalité du Conseil supérieur de l'Economie sociale et solidaire**

Participation aux travaux d'élaboration du rapport « Egalité entre les femmes et les hommes dans l'ESS ».

(Rapport triennal-article 4-V de la loi du 31 juillet 2014).

« Les femmes apparaissent dans l'ESS dans une situation plus fragile qu'il n'y paraît au premier abord : une place prépondérante dans les forces de travail, mais concentrées sur des faibles qualifications et des métiers peu valorisés. De plus, l'accès aux postes à responsabilités leur reste difficile. »





- **Le Collectif Droits Humains** <http://droitshumains.unblog.fr/>

La CLEF s'est engagée dans le collectif Droits Humains créé en 2015 afin de faire adopter par les institutions de la République française l'expression "droits humains" à la place de "droits de l'homme". Tant que cette expression "droits de l'homme" sera l'expression officielle, cela entretiendra une confusion entre la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (qui ne concernait que les humains de sexe masculin) et la Déclaration universelle du 10 décembre 1948.

Le collectif a organisé, le samedi 9 décembre 2017 à Paris, son deuxième concours d'éloquence : « Droits de l'Homme : une expression du XVIIe siècle, quoi pour le XXI° ? »

- **Plateforme Genre et Développement / MAEDI**

La Plateforme genre et développement est une instance créée par le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international en 2006, pour assurer la concertation entre pouvoirs publics et acteurs-trices de la société civile sur les enjeux genre et développement. En 2015 et 2016, les axes de travail de la Plateforme se sont orientés vers la mise en œuvre d'un programme de travail transversal, l'organisation de travaux thématiques en deux groupes de travail : genre et climat, genre et jeunesse et la communication et la diffusion d'estimations. La CLEF a choisi le groupe de travail jeunesse.

L'animation de la Plateforme est assurée par un consortium d'ONG (Adéquations, Aster-International, Enda-Europe, Équilibres & Populations, Genre en Action, CARE France). La coordination et le pilotage administratifs sont assurés par adéquations.

La CLEF a également pu participer en 2017 au groupe de travail pluri-acteur-rices sur le Document d'orientation stratégique 2018-2020.

www.genre-developpement.org

- **Création du nouveau collectif ensemble contre le sexisme**

La CLEF a participé à la création de ce nouveau collectif ainsi qu'à l'organisation d'une journée nationale contre le sexisme, le 25 janvier 2018.

A l'issue de cette journée, les 22 associations membres de ce collectif ont lancé un appel afin de pérenniser cette journée sous la forme d'une journée nationale contre le sexisme.

<http://tftc.communicationentreprise.com/collectif-ensemble-contre-sexisme/>

Lien Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=wKqEkNeMs8E>



IV- Les activités européennes de la CLEF en lien avec le LEF

- **Réunions et représentations**

24 janvier : réunion organisée par EIGE (European Institute for Gender Equality) avec la société civile à Vilnius (G Lefebvre)

8 juin : conférence « Loud and united » du LEF à l'Hôtel de Ville de Bruxelles sur la lutte contre les violences faites aux femmes (MG Campana et G Lefebvre)

8 juin : manifestation dans les rues de Bruxelles coorganisée par le LEF contre les violences faites aux femmes (MG Campana et G Lefebvre)

9 juin : réunion du CA du LEF à Bruxelles (G Lefebvre)

9 et 10 juin : Assemblée générale du LEF à Bruxelles (G Lefebvre)

7 et 8 octobre : réunion du CA du LEF à Vienne (G Lefebvre)

- **Conseil d'Administration du LEF 9 juin 2017**

Présentation d'une proposition de programme de travail du LEF pour 2018

Présentation du rapport financier pour l'année 2016 avant son approbation par l'Assemblée Générale ainsi que des prévisions budgétaires pour 2017 et 2018

Préparation de la rencontre avec Frans Timmermans, premier Vice-président de la Commission Européenne

- **Assemblée générale du LEF – 9 et 10 juin 2017**

Rapport d'activités juin 2016 – mai 2017 ; points principaux :

- Lutte contre les violences faites aux femmes : à l'occasion des 20 ans de l'Observatoire du LEF sur les violences faites aux femmes, création et lancement de la campagne « Loud and united to end violence against women and girls », rédaction d'un document sur la situation en Europe, poursuite du plaidoyer pour la ratification de la Convention d'Istanbul par l'Union Européenne et l'ensemble des états membres, envoi d'une contribution au Rapporteur spécial de l'ONU sur les violences faites aux femmes

- Abolition de la prostitution : participation à plusieurs événements européens et internationaux pour présenter la position abolitionniste du LEF

- Femmes en politique : préparation de la campagne pour les élections européennes de 2019 (objectif : 50% de femmes députées, 50% de femmes commissaires), travail sur l'impact sur les femmes de la montée de l'extrême droite en Europe

- Femmes en entreprise et en position de décision : organisation d'un événement commun avec PWC sur la place des femmes dans les conseils d'administration et à la tête des entreprises, poursuite du plaidoyer auprès de la Commission Européenne pour l'augmentation du nombre de femmes décisionnaires dans cette institution

- Participation à la CSW61 : rédaction d'une déclaration écrite, propositions d'amendements du document de conclusion de la session, déclaration orale de la coordination suédoise du LEF, organisation d'un événement officiel sur le thème de la prostitution avec le soutien de la Belgique, de



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

l'Islande et de l'Irlande, organisation d'un événement parallèle sur l'empowerment des filles et des jeunes femmes

- Organisation d'une conférence internationale de haut-niveau à Bruxelles sur le thème « Movements, Borders, Rights ? Feminist Perspectives on Global issues in Europe »
- Travaux et rencontres avec la coordination britannique du LEF sur l'impact du Brexit pour les femmes et les associations féministes

Rapport financier

2016 : ressources : 1 247 697 euros ; dépenses : 1 198 196 euros ; résultat : 49 501 euros

Pour la première fois depuis 20 ans, le LEF dispose d'une petite réserve : 15 651 euros.

Objectifs de ressources : 1 189 154,74 euros pour 2017, 1 309 375,63 euros pour 2018

Vote de 3 motions d'urgence dont :

- Une motion portée par la CLEF sur la solidarité contre l'apartheid sexuel en vue des Jeux Olympiques de 2024 à Paris ; motion soutenue par les coordinations bulgare, italienne, portugaise, roumaine, chypriote et suédoise
- Une motion portée par la coordination bulgare sur la mise en place par le LEF d'une définition et d'une vision de la santé et des droits reproductifs des femmes; motion soutenue par la CLEF ainsi que les coordinations roumaine, macédonienne, danoise et le réseau européen des femmes migrantes
- Une motion portée par le réseau européen des femmes migrantes contre la normalisation en Europe de la prostitution des femmes migrantes et réfugiées; motion soutenue par la CLEF ainsi que les coordinations croate, italienne, suédoise, chypriote et bulgare

Rencontre et échanges avec Frans Timmermans, premier Vice-président de la Commission Européenne

• Conseil d'Administration du LEF des 7 et 8 octobre 2017

Présentation des cahiers des charges des groupes de travail Femmes et politique d'une part et Economie féministe d'autre part

Rencontre et échanges avec Jacqueline Niavarani, Directrice du département pour l'égalité socio-économique, les relations internationales et européennes au Ministère fédéral de la santé et des droits des femmes

Présentation d'une proposition de plan stratégique pour le développement de l'engagement des membres du LEF

Présentation de l'AGORA des jeunes féministes qui s'est déroulé à Bruxelles en septembre 2017

Echanges sur la politique de financement du LEF

Présentation de la première version du rapport pour la Fondation Orange présentant les ONG soutenant l'empowerment économique des femmes vulnérables en Espagne, France, Roumanie et Pologne

Préparation du colloque organisée en novembre 2017 par l'Union Européenne sur les droits des femmes

Echanges sur le Revenu minimum universel

Préparation de la CSW62

Présentation du projet Her Net Her Rights sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en ligne. Présentation du programme final de travail du LEF en 2018.

- **Groupes de travail et projets du LEF dans lesquels la CLEF est impliquée**

- Projet avec la Fondation Orange : recensement, cartographie et présentation des ONG soutenant l'empowerment économique des femmes vulnérables en Espagne, France, Roumanie et Pologne
- Projet et rapport Her Net Her Rights sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en ligne
- Campagne Loud and United sur la lutte contre les violences faites aux femmes et la ratification de la Convention d'Istanbul
- Groupe de travail Femmes et politique
- Groupe de travail des coordinations de l'Europe du Sud (voir **Femmes, Villes et Territoires, tour d'Europe des bonnes pratiques**)

- **Stratégie du LEF 2016-2020**

3 objectifs internes :

- Obtenir un financement plus important, qualitativement et quantitativement, et plus durable des organisations de femmes
- Réaliser un travail commun efficace à tous les niveaux : local, national, européen et international
- Faire entendre notre voix et élever le débat

5 objectifs externes pour changer la société :

- Mettre fin à toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles
- Changer la culture actuelle sexiste et stéréotypée; promouvoir des rôles positifs pour les femmes et les hommes
- Proposer un modèle économique féministe et durable basé sur l'égalité, le bien être, la bienveillance et la justice sociale
- Positionner les femmes au cœur de la participation et de la prise de décision politique, sociale et économique
- Assurer des mécanismes institutionnels forts et durables sur l'égalité femmes-hommes en Europe

